

Je suis enseignante en primaire et je travaille donc dans ce qui va bientôt devenir une espèce en voie de disparition : « le service public », pourquoi ?

Les différentes directives européennes sur les services publics mettent en application les stratégies définies par l'AGCS, (Accord Général sur le Commerce et les Services) dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). A ce titre elles guident les orientations politiques nationales qui tendent de plus en plus à la marchandisation de ces services. D'ailleurs dans le traité Européen, le concept même de service public disparaît laissant place au terme de « service d'intérêt économique général». Ces SIEG sont explicitement astreints à des objectifs de rentabilité et à une mise en concurrence. Le traité mentionne qu'ils sont « soumis aux règles de la concurrence dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de leur mission » (art 86 du traité d'Amsterdam puis 106).

La règle qui domine en Europe est « la concurrence est libre et non faussée ». Ainsi la porte est grande ouverte pour la privatisation des services publics que Sarkozy et son gouvernement, mais aussi les autres avant eux, se dépêchent de mettre en application en bons élèves de l'Europe ultralibérale d'aujourd'hui.

En tant qu'enseignante, je vais prendre comme exemple le démantèlement en cours de l'Education Nationale en France. L'éducation, que l'on pouvait croire intouchable, n'est pas préservée de ces atteintes et devient elle aussi soumise à la sacro-sainte « loi du marché ». Pour la stratégie de Lisbonne, il s'agit face à la mondialisation, de « devenir l'économie de la

connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi »

Afin d'être en conformité avec les traités européens, le ministère de l'éducation nationale accélère les réformes, tout aussi scélérates les unes que les autres, tout azimut de la maternelle à l'université.

Les réformes au sein de l'éducation nationale ont à mon sens deux objectifs :

1er) répondre aux exigences du libéralisme (l'éducation peut devenir un marché extrêmement rentable, d'autant plus que les parents sont prêts à financer tout ce qu'on leur dira meilleur pour leurs enfants : voir ce qui s'est passé en Angleterre où scolariser aujourd'hui des jeunes enfants coûte une fortune)

2e) faire des générations futures non pas des citoyens mais des hommes et des femmes le plus dociles possible, qui avaleront n'importe quoi et n'auront plus d'analyse critique de notre société.

Comment ?

Quelques exemples :

Sur le libéralisme à tous crins :

A La Ciotat, chaque année, l'école publique ferme des classes dans notre ville pendant que sur le même temps s'ouvrent celles de l'école privée.

Tout au long de cette année scolaire nous avons eu droit à une consultation municipale sur des changements de carte scolaire, objectif annoncé : sauver des postes d'enseignants et des écoles,

objectifs réels : faire des économies, remplir les écoles qui

peuvent l'être, récupérer des locaux dont on a besoin (parc immobilier), et mettre en avant la question de la rentabilité de l'école mais sans l'avouer.

En surchargeant les classes (parfois 30 élèves en maternelle), en diminuant le nombre d'heures de cours hebdomadaires par la suppression du samedi matin, les apprentissages se font mal : on connaît le procédé, en créant les conditions pour que le service public soit mal rendu, on conduit les usagers à se tourner vers le privé, ce processus a déjà été utilisé (FT, La poste ...). Déjà les charlatans proposant des cours privés supplémentaires ont envahi le marché de l'éducation (ex : acadomia).

Sur la formations de non-citoyens :

Les nouveaux programmes où il ne s'agit plus d'éduquer mais d'instruire, leur contenu est une régression dénoncée quasi unanimement par les spécialistes. Il s'agit d'instrumentaliser les enfants pour qu'à terme ils deviennent adaptables dans une société au service du marché. Il ne s'agit donc plus du tout de placer l'enfant au centre du système, comme le prévoyait la loi d'orientation de 1989, ni encore de former des citoyens doués de raison mais, comme l'a si bien dit M. Darcos, de doter les élèves « des mécanismes à partir desquels [ils auront] des automatismes ».

La suppression du samedi matin, remplacé par les fameuses heures de soutien et qui justifient la disparition de tout un corps de professionnels formés à la prise en charge de la difficulté scolaire : les membres des RASED (réseau d'aide spécialisé), la création des EPEP (établissement public d'enseignement primaire), les évaluations nationales, le fichier base élèves, l'agence de remplacement, la création de jardins d'éveil subventionnés pour une mise en place expérimentale dès la rentrée 2009 à hauteur de 25 millions d'euros...j'en passe et

des meilleures.

Les atteintes sont multiples et à des niveaux extrêmement différents, mais on doit prendre garde à ne pas tomber dans le piège d'une stratégie de démantèlement qui, elle, est bien pensée et dont les objectifs sont très clairs : privatiser l'école qui est un marché plus que lucratif.

La formation des enseignants

Jusqu'à présent, dans le primaire, tous les enseignants avaient le même statut et la même formation : après la réussite du concours, ils bénéficiaient d'une année de formation rémunérée où ils apprenaient à l'IUFM à enseigner avec des contenus théoriques et pratiques.

C'est terminé, bienvenue à la précarisation grâce à la mastérisation : une réserve de personnel surdiplômé, non formé par une pratique pédagogique de terrain et précaire.-

Le secondaire

Les lycées de La Ciotat et de la France entière se sont mobilisés sur le premier trimestre de l'année scolaire afin de s'opposer aux réformes. Là encore il s'agit de morceler les apprentissages en modules avec une spécialisation précoce, et donc de supprimer ce qui permettait de développer l'esprit critique et de s'émanciper par l'acquisition d'une culture générale commune : arrive à la place le saupoudrage de tout et n'importe quoi. Sous couvert d'un semblant de choix pour les jeunes, on comprend rapidement que l'enjeu rejoint les directives européennes : amélioration qualitative et quantitative de l'armée de travailleurs.

Les lycéens ont cru gagner, tout au moins on le leur a laissé croire. Dès la rentrée, ces réformes, malgré l'annonce de report, seront mises en place à titre expérimental dans de

nombreux lycées français (123), La Ciotat figure sur la liste. Merci pour le combat de ces jeunes !! A noter aussi le bac pro qui est passé de 4 ans à 3 ans, avec la suppression à terme des BEP.

- L'université

Le processus de Bologne qui date de 1999 se présentait comme un projet d'harmonisation des systèmes éducatifs européens, en réalité c'est une globalisation économique et financière : il faut supprimer toutes les réglementations empêchant d'étendre le champ du capitalisme. Directement issue de ce processus, la loi LRU va soi-disant donner plus de libertés aux universités : mensonge, elle va les mettre en concurrence. Les recommandations par pays de l'OCDE, publiées fin mars 2009 annoncent pour la France l'élargissement de l'autonomie des universités au-delà de ce qui a été réalisé en 2007, surtout pour la gestion budgétaire, le recrutement et la rémunération du personnel.

Un autre danger menace : c'est la mise en place de fondations qui sont chargées d'apporter des fonds privés en vue de subventionner des actions d'enseignements, de recherche et d'infrastructures qui forcément, devront répondre aux exigences du fameux retour sur investissement.

Et enfin, on assiste, de la maternelle à l'université, à un assaut sans précédent pour tenter d'affaiblir l'enseignement laïc au profit de l'enseignement privé et confessionnel.

Voir le dernier scoop : les écoles catholiques pourront délivrer des diplômes reconnus par l'état, d'ailleurs Sarko l'a très bien dit : un curé vaut mieux qu'un instituteur.

Quelles actions ?

Les universités ont été longuement en lutte cette année, des actes de désobéissance, fortement sanctionnés existent au sein du primaire, des fédérations de parents d'élève se mobilisent pour l'école. Ces luttes sont ignorées et méprisées par le gouvernement avec la complicité des grands médias qui ne les relayent pas.

L'école est le terreau des futurs citoyens, nous avons un devoir et une responsabilité vis-à-vis de nos enfants qui sont des citoyens en devenir : nous ne pouvons accepter que se mette en place une éducation à deux vitesses, qu'on ne les forme qu'à devenir des exécutants de la politique libérale.

Nous devons informer, tout le monde est concerné : enfants, parents, grands-parents, nous devons être aux côtés de tous ceux qui se battent pour maintenir une éducation publique et émancipatrice.

Marie-Pierre Massebeuf